

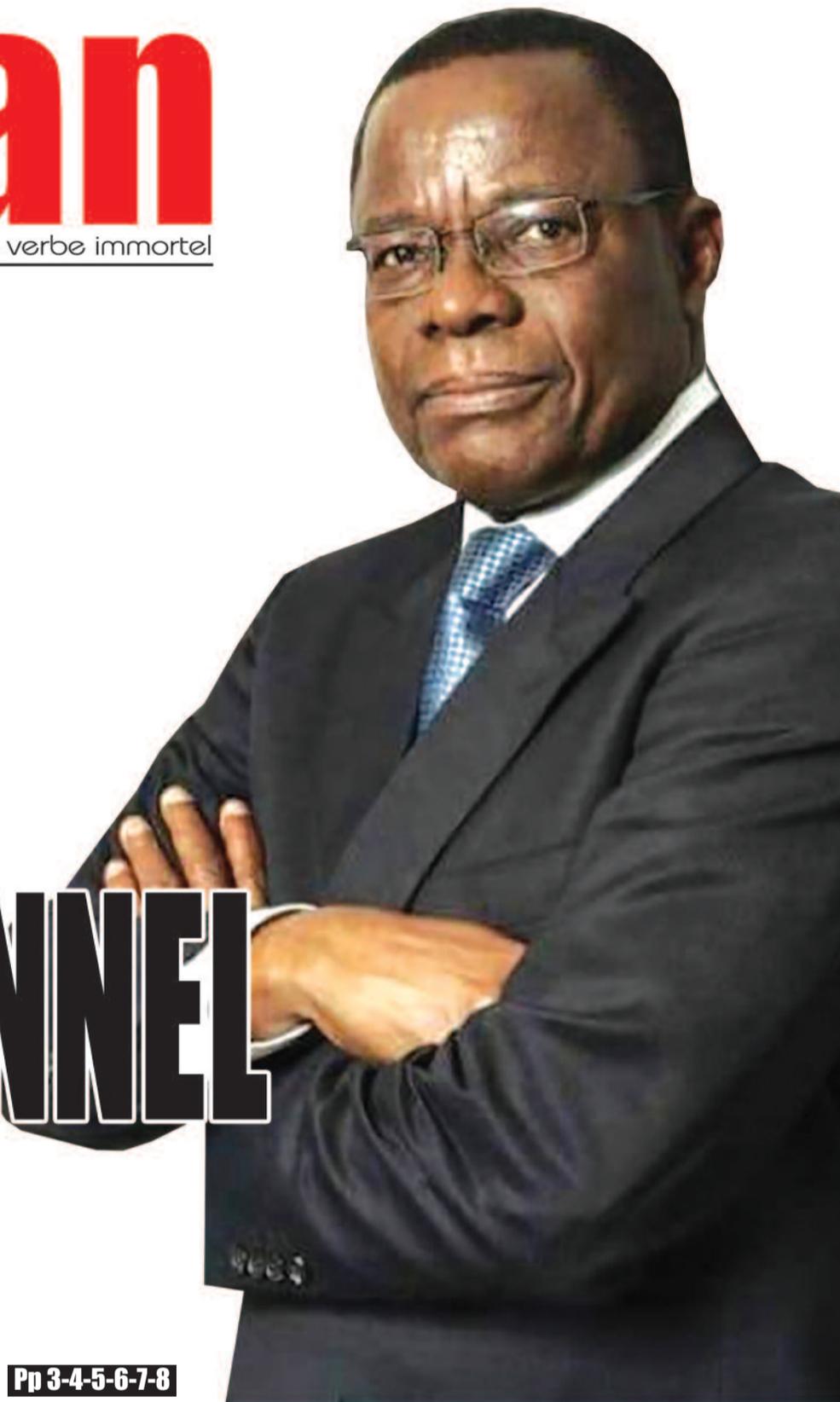
# Essingan

Bi-hebdomadaire – Récépissé N°00000044/RDDJ/J06/BASC Le verbe immortel

**LENDEMAINS DE LA  
PRÉSIDENTIELLE 2018**

# COUP D'ETAT CONSTITUTIONNEL DE KAMTO

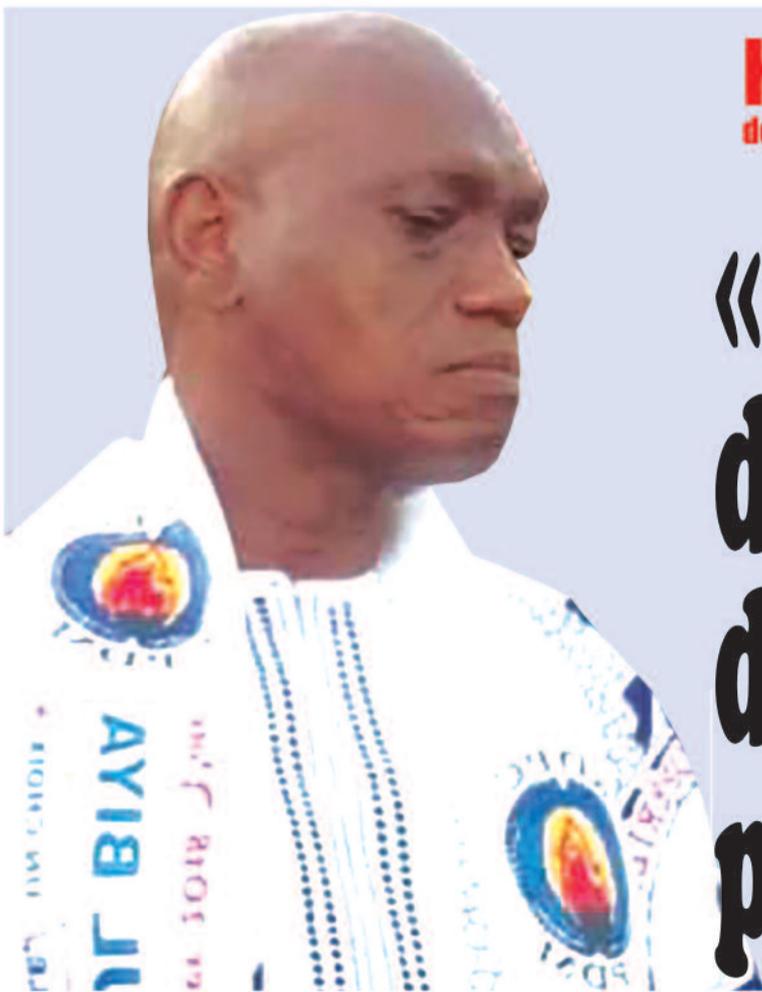
Pp 3-4-5-6-7-8



**Henri Eyebe Ayissi**, Coordonnateur départemental de la campagne électorale RdpC du Président, Candidat Paul Biya dans la Léké

« **NON à la tentation de la stratégie du refus du verdict des urnes par certains !** »

P11



# Un service public efficace est possible au Cameroun

**D**ans une république, il y a un ensemble de services que l'on peut se rendre à soi-même tels que se nourrir ou s'habiller. Il y'en a d'autres dont on ne peut bénéficier qu'en communauté, tels que les routes, les lampadaires, la gestion des ordures ménagères. Les services dont le bénéfice ne peut être que commun sont ordinairement gérés par l'Etat central ou ses démembrements, contre nos impôts et les autres ressources publiques. Ce sont ces services qui sont qualifiés de publics justement. Quand ils fonctionnent bien, ils permettent un mieux-être partagé, promeuvent une certaine justice sociale, et offrent à chacun les chances de se développer en toute sécurité.

Il est de notoriété que le service public dans notre pays s'est construit au fil des ans une triste réputation. Inertie, attentisme, complaisance, corruption, inefficacité, inefficience s'entremêlent pour le caractériser. Il n'a pas protégé comme il le devrait. Il n'a pas joué le



Par Omer Zang Sidjou

certain services publics énoncées çà et là. Ces promesses ouvrent à des droits sociétaux qui, lorsqu'ils ne sont pas couvertes financièrement, pervertissent plutôt qu'ils ne construisent. C'est le cas de la gratuité de l'école primaire publique qui s'est transformée en relèvement des cotisations auprès des associations de parents d'élèves. Il faudrait donc peser et sous-peser les promesses de gratuité pour que les subventions qui y seront attachées permettent de les transformer en de véritables droits exigibles par les bénéficiaires.

Placer des contraintes sur la répartition budgétaire. Par principe, le budget de fonctionnement devrait faire fonctionner justement des investissements publics au lieu d'entretenir des poches de dépenses inopérantes. Il ne faudrait pas définir des budgets de fonctionnement qui sonnent comme un prolongement des avantages salariaux des fonctionnaires. Les bons de carburant censés financer les déplacements de mission de supervision de

muent en experts en excuses pour justifier l'absence de résultats. A chaque fois, l'insuffisance de la ressource est évoquée pour se dédouaner. La faible adhésion des populations aux initiatives fait les frais des échecs. Quelquefois, le trop plein des institutions crée la confusion. Par exemple, entre le ministère du développement urbain, la communauté urbaine, et la mairie de l'arrondissement urbain, bien malin celui qui délimitera précisément qui s'occupe de quoi. Comme pour enfoncer définitivement le clou, la baisse drastique des salaires des agents publics que notre pays a connue au début des années 90 n'a pas favorisé cette incitation à servir l'utilisateur. Certains y voient même l'une des causes de la corruption rampante qui a fait son lit dans notre service public.

Lier les allocations publiques aux résultats tangibles contournerait les fragilités de ce système dit de « l'Etat de besoin ». Autrement, que fait le ministère du domaine si son budget n'est pas lié à la superficie du domaine foncier qu'il a viabilisé ? Comment s'assurer que le ministère de la santé organise au mieux le système de soins si son budget ne dépend pas du nombre de personnes à qui il a rendu ou maintenu la santé ? Y'aurait-il un système plus efficace de garantir des résultats sur la qualité de l'éducation de nos jeunes ouailles que de ne financer le secteur qu'en fonction des résultats scolaires obtenus ? Chaque secteur de notre pays peut permettre de formuler une question de ce type. Ainsi, une partie des ressources aussi honnêtement glanées par les divers départements pourrait

servir à récompenser les agents les ayant produits en fonction des efforts consentis. Ils n'auraient plus besoin de se faire corrompre pour avoir un juste retour de leurs efforts. Ils mettraient de fait les bénéficiaires au centre de leur action, puisque ces derniers déterminent partiellement leur budget et leurs revenus. Les prix de la mercuriale de l'Etat seraient alors plus proches des prix normaux du marché, puisque l'Etat pourrait payer plus vite ses prestataires pour des prestations qui auraient contribué à rendre un service public de qualité.

La segmentation des services publics pour transformer la corruption en une opportunité. La segmentation des services implique l'institution légale d'un service à vitesse normale et un autre express, plus payant. Cette solution émane du fait que certains actes de corruption rampante sont économiquement le résultat d'un arbitrage simple des usagers entre le temps à passer à suivre une longue procédure, et le bakchich pour s'en dérober. Cette solution ne s'invente pas ici. Les services postaux en ont, pas par snobisme, mais pour répondre à une certaine demande pour laquelle il est inutile de se leurrer qu'elle s'alignera sur une autre, moins nantie, au nom d'une fausse égalité dans le service public. Une partie du surcroît de recette que génère la gamme expresse du service public serait pour l'essentiel affectée au fonctionnement de tous les segments. Le résultat n'est ni plus ni moins qu'une forme de subvention croisée où les plus riches contribuent aux dépenses des plus pauvres. D'autres formes de segmentations des services consisteraient à poster les agents publics derrière des

guichets, éliminant ainsi la table donc le dessous a souvent couvert la petite corruption.

Une décentralisation effective pour rapprocher les centres de décisions des problèmes locaux. L'ampleur qu'a pris la question de plus d'autonomie au niveau local dans notre pays se passe de commentaires. Il est désormais clair que quelques fonctionnaires précieusement établis à Yaoundé ne seraient jamais à même de contrôler un service de qualité à des usagers situés à des milliers de kilomètres. Mais avant tout, la décentralisation permettrait d'orienter les ressources du niveau central sur des missions plus élevées de l'Etat que sont penser les politiques et les stratégies, planifier, contrôler, et à la rigueur, investir sur des chantiers requérant un certain niveau de coordination nationale et internationale. Pendant ce temps, le niveau décentralisé sera le bras de la concrétisation et de la réalisation du service public pensé avec le niveau central. Le niveau central et le niveau décentralisé auront ainsi toutes les raisons de prendre des décisions sur une base plus factuelle ou moins politisée. D'ailleurs, rien de plus factuel que d'utiliser l'incitation par le financement basé sur la performance et la compétition pour allouer les contributions du niveau central aux niveaux décentralisés, et raisonnablement escompter les résultats sur les bénéficiaires de l'action publique.

Enfin, mettre les hommes et les femmes qu'il faut à la place qu'il faut. Pour mettre en place ces réformes de rigueur dans nos institutions publiques, un détail essentiel et vieux comme le monde devrait constituer plus qu'une incitation, une nécessité : les hommes et les femmes qu'il faut à la place qu'il faut. S'il y a donc bien une certitude, c'est celle que le coup de crayon du président de la République peut certainement l'entourer d'Hommes de qualité, mais il ne peut assurer qu'il y en ait partout dans la fonction publique de notre pays. Certains critères d'une certaine pertinence devraient présider à la qualité du casting politique, managérial et technique. Le critère essentiel est celui de la vocation. Une institution publique ne devrait pas manquer de recruter un agent qui a la vocation de sa fonction. C'est celui qui sera toujours le plus disposé au sacrifice sous-entendu pour rendre le service public de qualité partout où besoin est. De plus, aucun système de contrôle de gestion ne remplacera jamais la probité des Hommes qui ont la charge de la décision publique. Enfin, il faudrait associer à ces critères de fond, ceux plus accessoires de la science du management. C'est le cas d'un appel à candidature en interne (aux agents déjà recrutés) et en externe (au secteur privé) pour l'essentiel des postes de la fonction publique. En effet, l'intrusion des candidatures externes induirait la possibilité de l'échange d'expérience entre les secteurs privé et public pour un meilleur maillage de leurs avantages comparatifs. Selon ces principes de recrutement, il serait indiqué que le modèle des écoles donnant accès à un emploi direct dans la fonction publique soit fortement revu pour ne concerner que des profils dont l'Etat a l'exclusivité telles que l'armée, la police, la justice, et quelques autres.

C'est de ces réformes que resplendira le service public qui sert de pilier essentiel au développement socio-économique; au développement tout court.

**Allouer l'argent de l'Etat contre la performance obtenue, au lieu de la performance promise. Pour l'essentiel de ses allocations, l'Etat avance de l'argent aux ministères contre un « état des besoins » destiné à fournir des services aux populations.**

rôle de levier pour les autres secteurs qu'on attend de lui. Il est désormais plus craint par son attitude essentiellement, et quelquefois violemment, réactionnaire. Pis, ses orientations et ses mesures tombent comme dans des oreilles de sourd. Le caractère exécutif de ses textes devient de la fantaisie qui sert quelquefois à de nouveaux prétextes d'arnaque des usagers. Ses délais sont superfétatoires et seront indéfiniment repoussés au nom d'une extrême tolérance administrative mal assumée. Méfiance et défiance des usagers sont les maîtres-mots contre toutes tentatives de réforme, imposant à ces dernières une force de rappel vers la case-départ. Vous ne devinez jamais le nombre d'années qu'il nous en prend pour mettre en œuvre un texte ou commencer une réforme. Dix ans en moyenne, s'écrie une étude de la Banque Mondiale. Il en faut à peu près le tiers à la Côte d'Ivoire et au Sénégal, des pays pourtant à la forme administrative très similaire à la nôtre. On aurait finalement dit que notre administration vit une crise permanente.

Pourtant à l'évidence, un pays se développe au rythme de ses réformes réussies. Nous proposons que les réformes à venir dans notre pays se conçoivent sous la forme d'incitations et de contre-incitations pour une institution publique efficace ; tel que la sanction ne vienne que balayer des résistances résiduelles. Certaines de ces incitations et contre-incitations sont bien connues.

Définir une gestion publique qui garantit de vrais droits sociétaux. Qu'il soit bien compris que quelqu'un paye toujours les promesses de gratuités de

nos investissements publics, ne devraient pas servir de jetons de dépannage aux copains et copines. Le ratio 4-9 du budget ne devrait pas permettre d'offrir des cadeaux à des entrepreneurs de surface ou de se faire des passes à soi-même en s'évitant le « tralala » des procédures de passage des marchés. Ainsi, définir une tranche de budget de fonctionnement raisonnable c'est le signe que la gouvernance publique a cette nécessaire obsession de l'impact positif de ses investissements sur ses usagers. Le ratio 40 pour le fonctionnement et 60 pour les investissements est recommandé ici.

Allouer l'argent de l'Etat contre la performance obtenue, au lieu de la performance promise. Pour l'essentiel de ses allocations, l'Etat avance de l'argent aux ministères contre un « état des besoins » destiné à fournir des services aux populations. Ce modèle de dépenses n'encourage (n'incite) pas les agents à rendre des services de qualité dans les temps, puisque l'allocation budgétaire leur est toujours garantie. Une fois la ressource allouée, les agents décisionnaires s'organisent à rechercher activement ce qu'il est désormais convenu d'appeler « les pièces justificatives ». Ces pièces constituent des sortes d'arrangements entre les agents et les prestataires de services tendant à décaisser la ressource publique sans que l'objet du bon de commande ne soit livré, ou livré dans son entièreté. Notre mercuriale et ses prix hors-normes ont comme été taillée à la mesure de ce circuit mafieux pour désintéresser toute la chaîne. In fine, les résultats de la dépense allouée ne peuvent évidemment qu'être absents. Par la suite, les agents de l'Etat se

PRÉSIDENTIELLE 2018

# Une opération sans faute



Les Camerounais viennent de vivre d'intenses moments de la vie politique de leur pays. Une campagne très animée avec certains écarts de langage certes. Mais des moments de ferveur riches de rebondissements comme celui qui a conduit à l'alliance entre Akere Tabeng Muna du Fpd et Maurice Kamto à 48 heures du scrutin. Et au cours de la journée dimanche, comme précédemment pendant la campagne, il est clair que rien ne sera plus comme avant. Lente-

ment au goût de certains, mais dans une marche sûre et seraine pour d'autres, le Cameroun fait ses avancées vers une société démocratique. Au départ de la compétition électorale d'hier, 25 mille bureaux de vote qui ont reçu 6,9 millions d'électeurs. Des informations précisées à la disposition des populations par ElecCam dont la qualité du travail est, elle aussi nettement en amélioration. Chaque bureau de vote attendait pour la journée d'hier, ses

cinq cent (500) électeurs au plus. Le code électoral prescrit que la liste des électeurs soit affichée devant le bureau de vote quelques jours avant le scrutin. Cela a été fait pour le grand bonheur des électeurs qui ont eu le temps de localiser les bureaux et de s'assurer que leur nom figure effectivement dans la liste électorale. Pour autant, afin d'éviter les actes de vandalisme, certains responsables ont fait le choix d'afficher les listes définitive devant

leur bureau dimanche matin. Le scrutin est secret. Le vote a lieu sous enveloppes réglementaires uniformes et opaques. L'électeur doit présenter sa carte d'électeur et sa carte d'identité lors de l'expression de son vote. Dans la suite logique de ce qui précède, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji a tenu à rappeler dimanche soir à la sortie des urnes que la soi-disant stipule seul le Conseil constitutionnel est habilité à proclamer les résultats de

l'élection. Un recadrage qui n'a pas suffi à Maurice Kamto du Mrc qui s'est autoproclamé à deux reprises, président de la République au cours de la journée d'hier, 08 octobre 2018. Un coup d'Etat constitutionnel en règle.

## Liste des huit candidats

Biya Paul (Rdpc)  
Garga Haman Adji (Add)  
Kamto Maurice (Mrc)  
Libii Li Ngue Ngue Cabral (Univers)  
Matomba Serge Espoir (Purs)  
Ndam Njoya (Udc)  
Ndifor Afanwi Frankline (Mcnc)  
Osih Joshua (Sdf)

VOTE

## Devoir accompli pour Paul et Chantal Biya

Le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais a introduit son bulletin dans l'urne à 12h15 à l'école publique de Bastos, à Yaoundé.

Léger Ntiga

**A**ccompagné de la Première dame, Chantal Biya et de l'un de leurs enfants, Franck Emmanuel Biya, le président-candidat, Paul Biya a voté hier, 07 octobre 2018, à 12h15, à l'école publique de Bastos, en présence de nombreux observateurs nationaux et internationaux, ainsi que de la presse nationale et internationale. A la sortie du bureau de vote, Paul Biya a déclaré que c'est d'abord un sentiment de satisfaction du devoir accompli. «Je crois qu'élire un président de la République est un grand devoir pour tous les citoyens. Il y a donc ce sentiment de satisfaction du devoir accompli. Et puis je vois que les choses vont bien. Il n'y a pas de bagarre, la campagne électorale s'est déroulée dans la sérénité. Je félicite les camerounais pour cette maîtrise d'eux-mêmes qu'ils ont montrée. Il reste à souhaiter qu'ils gardent cette maîtrise quand on donnera aussi les résultats», a ajouté le président de la République.



Pour Paul Biya le scrutin se déroule bien. Il a d'ailleurs souhaité qu'il en soit ainsi pour la suite. «Et puis je vois que les choses vont bien: il n'y a pas de bagarre, la campagne électorale s'est déroulée dans la

sérénité. Je félicite les Camerounais pour cette maîtrise d'eux-mêmes qu'ils ont montrée. Il reste à souhaiter qu'ils gardent cette maîtrise quand on donnera aussi les résultats». Au plan personnel, le candidat du Rdpc a indiqué que cette élection représente

une étape de plus dans les missions de service public qu'il conduit en tant que président de la République. «Et ça représente pour moi aussi une grande satisfaction si je suis élu, de voir que le peuple camerounais continue à nous faire confiance». Ceux qui espéraient à nouveau entendre le chef de l'Etat, Paul Biya sur les crises sécuritaires auxquelles le pays fait face, devront attendre.

Il en a parlé le 29 septembre lors de son déplacement à Maroua pour le Grand-nord, un temps menacé par les islamistes de Boko Haram. Il a également profité dudit séjour pour adresser un message à la guérilla séparatiste. S'engageant fermement à assurer la sécurité de tous, Paul Biya attend son heure. Celle de la réélection pour passer à l'offensive. Avant son arrivée hier, Paul Biya a été précédé par le directeur du Cabinet civil, Samuel Mvondo Ayolo, le gouverneur de la région du Centre, Naseri Paul Bea, le ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Henri Eyebe Ayissi, le directeur adjoint du Cabinet civil, Oswald Baboke, le délégué du gouvernement auprès de la Commune urbaine de Yaoundé, Gilbert Tsimi Evouna entre autres.

## MANOEUVRES DE DESTABILISATION

### Maurice Kamto s'auto-proclame président

Le candidat du Mrc a annoncé sa victoire hier au cours d'une conférence de presse, en violation de la loi.

Par Jean-Pierre Bitongo

**L**e candidat Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), Maurice Kamto s'est auto-proclamé président de la République hier, 08 octobre 2018, au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée à son quartier général du Rond point Nlobngkack à Yaoundé. Pour lui, il a obtenue le plus grand nombre de suffrages exprimés. Lui, le teneur de pénalty qui affirme l'avoir mis au fond des filets. Pour la majorité de Camerounais cependant, cette sortie est une grosse diversion. Une tentative d'appel à la violence ou à l'insurrection qui ne saurait passer. Déjà, au cours d'un point de presse, le 05 octobre 2018 à Yaoundé, le directeur de campagne du candidat du Mrc, Paul Eric Kinguè, appelait à la résistance «de la manière la plus farouche» aux présumées fraudes organisées par

Elections Cameroon (Elecam). Prétextant que «Maurice Kamto a déjà gagné l'élection présidentielle», et laissant entendre que «le Mrc ne se laissera pas voler sa victoire». Cette position incite le ministre Paul Atanga Nji de l'Administration territoriale à mettre en garde les acteurs dont la responsabilité personnelle pourrait être engagée en cas de trouble. Légalement, ElecCam, l'organe chargé d'organiser les élections au Cameroun, doit d'abord vérifier tous les procès verbaux de chaque bureau, avant de les transmettre au Conseil constitutionnel qui est le seul habilité à proclamer des résultats, 15 jours après le scrutin. Mais, après le 07 octobre, des partisans du candidat du parti UniversCabral Libii se sont mis à crier victoire. En tenant compte des résultats de centaines de bu-

reaux de vote sur 25 000 installés dans tout le Cameroun, circulant sur la toile. Le candidat lui-même relève des cas de menace, d'intimidation et d'exclusion de ses scrutateurs à travers le pays et dans la diaspora. «L'heure est grave. Levez-vous, préparez vous à défendre votre victoire, parce qu'il y a des choses incroyables qui sont en train de se dérouler», a-t-il déclaré sur Facebook. La victoire finale que recherche activement le jeune aspirant se situant au travers du vote, ce dernier prépare déjà le contentieux post-électoral. C'est donc cette voie qu'il devrait privilégier. Car, c'est le Conseil constitutionnel qui veille à la régularité de l'élection présidentielle et en proclame les résultats. «Le législateur a prévu des voies de recours pour le contentieux post-électoral.



C'est la voie à suivre, le cas échéant, avec des preuves et non des allégations mensongères», a réagi le ministre Grégoire Owona du Travail et de la Sécurité sociale et secrétaire général adjoint du Comité central du Rdpc, dans les colonnes du quotidien privé Le Messager du 08 octobre 2018. Arguant que «nul n'a le monopole de la violence» et proposant que les autorités compétentes prennent leurs responsabilités «si quelques personnes, hantées par les fantômes de l'insurrection barbare venaient à menacer la paix et la stabilité du Cameroun». Au-delà de tout, Paul Atanga Nji, ministre de l'Administra-

tion territoriale, appelle les uns et aux autres «à faire preuve d'un sens de responsabilité afin que le processus qui a si bien commencé se termine dans le même esprit». Ce qui ne l'empêche pas d'avoir le ton dur : «Je tiens, à cet effet, à souligner que la proclamation des résultats officiels de l'élection présidentielle relève de la compétence exclusive du Conseil constitutionnel. Personne n'a le droit de se substituer à cette instance juridictionnelle. Toute forme de remise en cause du verdict des urnes en dehors des voies légales, ne sera pas tolérée. Et je dis bien de qui que ce soit».

POUR LA RÉÉLECTION DE PAUL BIYA

## Ndongo Essomba dit bravo à Eyébé Ayissi

**Le président de la Commission régionale de coordination de la campagne Rdpc dans le Centre s'est félicité de la qualité de la campagne dans la Lékié sous la houlette du président de commission départementale.**

Par Jean-Pierre Bitongo



Après différentes interventions le 04 octobre à la place des fêtes de Monatélé, chef-lieu du département de la Lékié, l'honorable Jean Bernard Ndongo Essomba, membre du Bureau politique du

Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) et président du groupe parlementaire du parti au pouvoir à l'Assemblée nationale, a été mis à l'évidence que la campagne électorale pour l'élection présidentielle qui a eu lieu le 07 oc-

tobre 2018 sur toute l'étendue du territoire national, s'est déroulée dans le calme et dans la sérénité, sans aucun incident en dépit des provocations enregistrées, et conformément aux directives de la hiérarchie du parti du flambeau.

Les remerciements de la première élite de la Lékié au riche parcours politique ont également été adressés, à travers des mots aimables, aux équipes des Commissions communales et locales. Au nom des présidents de l'ensemble des sections Rdpc de la Lékié, Simon Pierre Ediba, président de la section Rdpc Lékié Est à Obala, a remercié du fond du coeur, le ministre Henri Eyébé Ayissi pour «le bienveillant encadrement» qu'il les a apporté inlassablement, pendant leurs activités de campagne. A en croire le maire d'Obala, cet encadrement a été mis à profit par chaque président de section pour capitaliser le maximum d'inscription des militants inscrits sur les listes électorales. Moindre abstention

«Monsieur le ministre, Henri Eyébé Ayissi, président de la Commission départementale de coordination de la campagne Rdpc dans la Lékié, Monsieur le président de la Commission régionale de coordination de la campagne Rdpc dans le Centre, l'honorable Ndongo Essomba, je voudrais vous rassurer que les neuf présidents des sections Rdpc de la Lékié se sont placés à la hauteur de la tâche pour canaliser nos militantes et militants pour plébisciter à 100% le candidat président Paul Biya le 07 octobre 2018, sans la moindre abstention», a avoué ce dernier, le 05 octobre à la place des fêtes d'Obala.

En retour, le président de la Commission départementale de coordination de la campagne Rdpc dans la Lékié, a félicité toutes les équipes communales et locales pour le travail abattu sur le terrain pendant les deux semaines de campagne. Pour conclure que la campagne de proximité qui a été de qualité et qui a été menée pour que «la Lékié qui est un acquis, un bastion du président Biya, candidat de qualité, ait une victoire de qualité». Il l'a réitéré le 06 octobre 2018 à Nkolpoblo, une localité de l'arrondissement d'Okola où il est allé présider le meeting de clôture de la section Rdpc Lékié Sud, fief de Gabriel Koa Songo.

Pour le moins, le département de la Lékié, sous la houlette du ministre Henri Eyébé Ayissi, a minutieusement préparé l'échéance du 07 octobre 2018 et a jeté son dévolu sur le candidat du Rdpc. «Ce jour, nous avons plébiscité le président Paul Biya parce qu'il est d'abord l'ami de la Lékié. Il nous aime et nous l'aimons. C'est un choix de coeur et de raison. Nous l'avons plébiscité parce qu'il est le meilleur candidat par rapport aux huit autres que nous ne sous-estimons pas. Il a un bilan qui parle de lui-même, il a un projet de société qui garantit l'épanouissement du peuple camerounais et l'avenir de nos enfants. Nous l'avons voté pour tout ce qu'il fait dans la Lékié qui est son coeur, la Lékié qui est sa prunelle», nous a fait savoir Jules Marcellin Ndjaga, gouverneur émérite de régions, porte-parole des élites de la Lékié et membre de la Commission départementale de coordination de la campagne Rdpc dans la Lékié.

VEILLÉE ÉLECTORALE

## La Lékié dit non à la violence et à la diversion

**C'est l'appel solennel lancé, les 04 et 05 octobre 2018 à Monatélé et à Obala, à tous les Camerounais patriotes pour une mobilisation nationale et républicaine, en vue du respect du verdict des urnes.**

Par Jean-Pierre Bitongo

À la lumière de l'actualité, cette position a été exprimée lors des meetings de clôture de campagne électorale organisés dans les deux villes du département de la Lékié par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, chef de la délégation départementale permanente du Comité central du Rdpc de cette unité administrative de la région du Centre, et coordonnateur départemental de la campagne. «Tous les candidats à l'élection présidentielle doivent respecter la loi, du début jusqu'à la fin du processus

électoral. Ceci veut dire en particulier qu'ils doivent respecter le verdict des urnes qui s'impose à tous. Même par les partenaires extérieures du Cameroun qui se doivent aussi de respecter la décision du peuple camerounais souverain», martèle Henri Eyébé Ayissi. C'était l'occasion pour les femmes, les hommes et jeunes de la Lékié, appuyés par les sympathisants et partis alliés du Rdpc, de dire «Oui» pour une victoire propre pour le président candidat Paul Biya. «Un candidat de qualité pour l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035», expri-

ment-ils. Occasion également pour eux de dire «non à la tentation de ternir l'image du Cameroun sur la scène internationale, à la stratégie préparant les Camerounais à la résistance». Comme le soutient le ministre Eyébé Ayissi, «le respect du verdict des urnes s'impose à tous». Par la voix du gouverneur émérite de région, Jules Marcellin Ndjaga, leur porte-parole, les élites ont déclaré que la position de la Lékié ne change pas, réaffirmant, de manière solennelle, leur loyalisme envers les institutions de la République, leur engagement derrière le prési-

dent Paul Biya, et surtout leur détermination à lui assurer une victoire éclatante par un vote massif et total le 07 octobre.

Le membre du gouvernement prévoyait ainsi ce qui pourrait se passer les jours qui viennent après le scrutin présidentiel de dimanche dernier qui s'est déroulé dans le calme et la sérénité sur toute l'étendue du triangle national. Ce d'autant plus que les derniers jours de la campagne électorale ont été marqués par des annonces faisant déjà des vainqueurs de ladite élection présidentielle. Tel est le cas du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) qui appelle à la résistance «de la manière la plus farouche» aux présumées fraudes organisées par Elections Cameroon (ElecCam). A en croire le directeur de campagne du candidat du Mrc, «Maurice Kamto a déjà gagné l'élection présidentielle». Avançant que «le Mrc ne se laissera pas voler sa victoire». Une attitude vite décriée par les ministres Issa Tchiroma Bakary de la Communication

et Paul Atanga Nji de l'Administration territoriale, après le point de presse donné à 05 octobre 2018 Yaoundé par Paul Éric Kingué.

Le Minat a également profité de la conférence de presse gouvernementale pour mettre en garde les différents acteurs dont la responsabilité personnelle sera engagée en cas de trouble. Annonçant des poursuites judiciaires contre Paul Éric Kingué qu'il accuse «d'incitation à la violence». Pourtant, le 04 octobre 2018, le secrétaire général de l'Organisation des nations unies (Onu) appelait toutes les parties prenantes à la présidentielle «à faire preuve de retenue avant, pendant et après les élections». Antonio Guterres appelait également tous les candidats «à résoudre tout grief lié au processus électoral par les voies légales et constitutionnelles établies». Tout en condamnant «toute menace de violence ou tout acte d'intimidation par quelque groupe que ce soit».

07 OCTOBRE 2018

## La Lékié vote en toute quiétude

Les électeurs de ce département de la région du Centre, sont sortis massivement pour accomplir leur devoir de citoyen.

Par J P B

Le 07 octobre 2018, il est presque 8h lorsque nous arrivons à l'antenne communale d'Elecam à Obala où 33 129 électeurs ont été enregistrés et répartis dans 140 bureaux de vote. Nous assistons à la scellée de l'urne du bureau de vote Ancienne mairie A où 365 électeurs sont attendus. Parmi eux, l'évêque du diocèse d'Obala, Mgr Sosthène Bayémi Matjei. Flavien Bedjiga Ambena, le président de ce bureau de vote, présente l'urne pour que les uns et les autres s'assurent qu'elle est vide. Commence alors le vote. Il est exactement 8h04. La cheffe de l'antenne communale d'Elecam d'Obala veille au grain. «Comme vous pouvez le constater, le vote démarré. Vous voyez les électeurs alignés. Tout a été mis en place pour que le vote se déroule bien. Tous les présidents de bureaux de vote sont déjà là. Tout le matériel est là. D'ici 18h, nous souhaitons que tout le monde passe dans son bureau de vote pour remplir son devoir civique», déclare Mme Paulette Nga épouse Bedzigui. Le cap est mis sur Monatéle, chef-lieu du département de la

Lékié.

A l'antenne communale d'Elecam, renseigne que les 15 378 électeurs inscrits sur les listes électorales vont voter dans 75 bureaux de vote. Celui de Ptt Campost attend 384 Camerounais qui doivent faire valoir leurs voix. Dieudonné Ohandza Nka, enseignant à l'Epam groupe 1 de Monatéle, vient d'accomplir son droit civique: «Tout est bien fait. L'organisation est bonne. J'ai été bien accueilli, j'ai fait mon devoir et j'attends la suite. Avant trois minutes, j'avais déjà terminé. Je viens d'accomplir mon devoir citoyen. Je suis par ailleurs chef du village Ngaba2. C'est pour cela que je n'étais pas ici à 8h. Mais, je me suis arrêté devant tous les bureaux de vote installés sur mon itinéraire. Je me rends compte que le vote se déroule bien dans cette circonscription électorale», se satisfait, le maire de la commune de Monatéle, André Tsala Messi brandissant ses cartes nationale d'identité et d'électeur, et élevant le doigt qui a été trempé dans l'encre indélébile.



A quatre kilomètres de Monatéle, les 165 électeurs attendus au bureau de vote Case Cenadec d'Ekekom A viennent au fur et à mesure. Rien de grave à signaler. Tout se passe dans le calme et la sérénité. Il

n'y a rien de particulier à signaler. Vous constatez vous-mêmes que les citoyens votent régulièrement avec tout le dispositif mise en place par la législation. Je me réjouis d'avoir exprimé mon devoir citoyen dans une transparence. Chez nous ici, il n'y a aucun problème, aucun remous, confirme Marie Robert Eloundou, élite du coin et directeur de publication de votre journal Essingan. Entretemps, le pré-

fet du département de la Lékié, Patrick Simou Kamsu, qui fait la ronde, est retrouvé au bureau de vote installé à la case coopérative de Bilik-Bindik A dans l'arrondissement d'Ebebeda.

Ici, 354 électeurs sont attendus. Avant de poursuivre son périple, le chef de terre déplore l'absence des autres partis politiques dans les bureaux de vote.

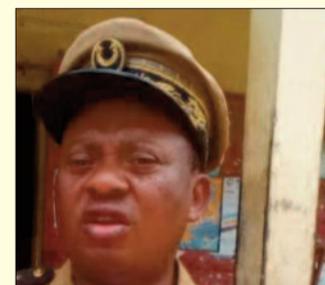
### Réaction

PATRICK SIMOU KAMSU, PRÉFET DE LA LÉKIÉ

«Nous déplorons l'absence des représentants des autres partis politiques»

La première remarque que je fais, c'est que les bureaux de vote ont ouvert à 8h. Le scrutin est entré en vigueur dans l'ensemble du département. Toutes les dispositions pratiques ont été prises au niveau d'Elecam. Mais partout où on est passé, les présidents des commissions de vote sont présents. Il en est de même des représentants de l'administration. Au niveau des partis politiques, les représentants du Rdpcc sont présents partout. Et nous déplorons l'absence presque généralisée des représentants des autres partis.

A quelques rares exceptions, le Sdf et le Mrc. Alors, si insuffisance il y a, c'est au niveau de la représentation des différents formations



politiques. Pour le reste, tout est en place, les opérations se déroulent normalement. Nous avons eu à intervenir dans un carrefour pour fermer les débits de boissons et autres activités commerciales qui étaient de nature à entretenir des attroupements sur la place publique. Ce qui n'est pas approprié en un jour comme celui-ci.

### APPRECIATION

## Le candidat du Sdf salue l'organisation

A la sortie de son bureau de vote au quartier Bonanjo à Douala, Joshua Osih a reconnu que le bon déroulement du scrutin.



Roger Messassa

proue de cette mythique parti de Ni John Fru Ndi, tient un discours rassurant. «Je suis satisfait», indique-t-il au sortir de la salle du centre de vote du lycée Joss à Bonanjo. Mais avant cette satisfaction, le candidat du Sdf a un peu joué avec le temps. «Il sera là à 10h», a indiqué un membre de son équipe de campagne. Les minutes passent. Et puis, tout à coup, un petit mouvement se forme à l'entrée du lycée Joss. Joshua est en fin là, seul, son téléphone portable à l'oreille. Ses camarades de campagne le conduisent dans la salle où il doit exécuter son devoir civique. Là encore, petite difficulté. Le candidat du Sdf fait foule. Les hommes de médias, en

surnombre, veulent immortaliser l'instant. Sauf que la présidente de salle est rigoureuse. Des voix s'élèvent. Des bousculades ne faiblissent pas. Joshua se dirige vers les bulletins de vote disposés sur des tables. En tête celui du Rdpcc. Le bulletin du Sdf est à la fin du dispositif, ce qui marque négativement Joshua Osih, qui le fait savoir. La présidente du bureau proteste: «les bulletins sont disposés par ordre alphabétique. Et tous sont remis à chaque électeur qui a le temps de choisir celui qui lui convient».

Direction, isolement, et après, face à l'urne. Des caméras crépitent. La cheffe de salle fait entendre sa voix et réprimande les journalistes. Rien n'y fait. Joshua Osih vote. L'instant est immortalisé. «C'est un devoir civique que de voter, je suis heureux d'avoir accompli mon devoir. Cette élection n'est pas une histoire de candidat, c'est notre pays, c'est l'enjeu majeur de cette élection, c'est l'avenir

de notre pays. Au vue du contexte actuel de notre pays, la guerre civile dans laquelle nous sommes est un devoir et presque une obligation, car des informations que nous avons depuis ce matin du Nord-ouest et Sud-ouest sont alarmantes. Nous regrettons aussi l'information que nous avons eue que certaines personnes non inscrites sont en train de voter dans la ville de Bamenda. J'aimerais dire que toute fraude électorale ne peut que s'accomplir si les Camerounais ne sortent pas massivement pour voter», indique le candidat du Sdf.

Qui revient sur la position de son bulletin de vote, qu'il a trouvé «caché» comparativement aux autres bulletins. «C'est une habitude, même avec des bulletins cachés je gagne», dit-il. Avant d'annoncer son départ pour le Nord-ouest et le Sud-ouest, où indique-t-il, «des nouvelles ne sont pas bonnes, il faut les avoir minute by minute.»

Avec le Social Democratic Front (Sdf), il est difficile, très difficile d'avoir un son de

cloche différent de la critique. Or pour la présidentielle du 07 octobre 2018, Joshua Osih la figure de

PRÉSIDENTIELLE 2018

## Le Dja et Lobo fait la fête à Paul Biya avant la fête

**En clôturant, le 6 octobre à Zoetélé, une série de meetings, Louis Paul Motaze, le président de la Commission départementale de la campagne du candidat du Rdpc dans le Dja et Lobo a invité ses camarades à être sereins.**

Sylvain Andzongo



L'ambiance de fête qui a prévalu durant les deux semaines de campagne menées par Louis Paul Motaze dans le Dja et Lobo est prémonitoire. Dans chaque arrondissement où le président de la Commission départementale de la campagne du candidat du Rassemblement démocratique du Cameroun (Rdpc) est passé, c'était une promesse à chaque fois de 100% de vote en faveur du candidat Paul Biya. A l'étape finale le

6 octobre à Zoetélé, Louis Paul Motaze a déclaré : « Nous attendons que le résultat soit aussi bon et alors nous dirons que le bilan est positif ». En sa qualité de président de la Commission départementale de la campagne du candidat du Rassemblement démocratique du Cameroun (Rdpc), Louis Motaze a invité ses camarades à être serein même s'il ne s'attend d'ores et déjà à une victoire dans le département, au vu de la

mobilisation.

« J'ai été dans d'autres arrondissements du Dja et Lobo mais il fallait que je vienne clôturer la campagne ici à Zoetélé. Comme vous l'avez vu la population est venue en grande masse, elle est nombreuse et engagée. Et après tout ce que nous avons entendu de la part des représentants des militants, nous n'avions pas eu besoin de faire d'autre discours », a déclaré M. Motaze à la presse. Avant d'ajouter : « Nous leur avons dit que ce serait dommage qu'après avoir mené sur le terrain une campagne aussi dynamique dans la discipline que le résultat ne soit pas au rendez-vous ». Louis Paul Motaze a appelé les uns et les autres à faire en sorte les militants du parti aillent voter pour apporter au « gagner haut la main ». Selon l'organisation et le travail qui a été fait sur le terrain, le président de la commission départementale a affirmé que le bilan de la campagne électorale reste positif. « Une très bonne campagne avec un résultat mitigé deviendrait une mauvaise campagne. Le travail qui a été fait sur le terrain c'est-à-dire le quadrillage, le porte à porte a été bon. A ce niveau le bilan est bon », a déclaré M. Motaze qui ne s'est pas fendu en déclarations comme certains membres de l'opposition qui, au soir du scrutin du 7 octobre, revendiquaient déjà la victoire à tout prix et à tous les prix.

### Bengbis

Avant Zoetélé, il y a eu l'étape de Bengbis. Comme chantier de développement de cet arrondissement, le

président de la commission départementale de coordination de campagne du candidat Paul Biya pour le Dja et Lobo a annoncé le bitumage de la voirie urbaine de Bengbis. Le marché et la maîtrise d'œuvre ayant été signés et conclus, le gouvernement attend la notification du ministère de l'Economie pour lancer les travaux.

Pour ce qui est des délestages dans les villages proches du barrage hydroélectrique de Mekin, le président de la République a pris des mesures pour améliorer la situation.

1 500 moustiquaires seront distribuées aux villages prêts du barrage, se plaignant des piqûres de moustiques. Une enveloppe de 250 000 FCFA a été remise à chaque sous-section de l'arrondissement de Bengbis, pour la participation au meeting de dimanche dernier. Louis Paul Motaze a appelé ses « frères » à voter le président Paul Biya. Une preuve de sa reconnaissance envers ces villageois, est la promotion de « leur fils » Martial Valery Zang au Minfi. En retour, elles doivent lui prouver leur dévouement.

« Les populations de Bengbis ont toujours voté 100% pour le président Paul Biya et il était normal de venir leur dire que le président a encore besoin d'eux », a-t-il déclaré. Plusieurs artistes-musiciens ont animé les différents meetings dans le Dja et Lobo pour lui donner plus d'effervescence. Il s'agit de Messi Ambroise, John Duchant, K-Tino, etc.

### Réaction

LOUIS PAUL MOTAZE

## « Nous attendons que le résultat soit aussi bon »

**Le président de la Commission départementale de la campagne du candidat du Rdpc dans le Dja et Lobo donne la consigne à suivre à ses camarades du parti.**

### Quel bilan faites-vous au terme de la campagne présidentielle dans le Dja et Lobo ?

J'ai été dans d'autres arrondissements du Dja et Lobo mais, il fallait que je vienne clôturer la cam-

pagne ici à Zoetélé. Comme vous l'avez vu la population est venue en grande masse, elle est nombreuse et engagée. Et après tout ce que nous avons entendu de la part

des représentants des militants, nous n'avions pas eu besoin de faire d'autre discours. Nous leur avons dit que ce serait d o m m a g e qu'après avoir mené sur le ter-

rain une campagne aussi dynamique dans la discipline que le résultat ne soit pas au RDV. Cela signifie que j'ai appelé les uns et les autres à faire en sorte que demain [07 octobre 2018] l'assistance soit nombreuses que nous soyons tous aux urnes pour apporter au président national les voix, dont-il a besoin pour gagner haut la main.

On peut faire un bilan de deux façons. Selon l'organisation et le travail qui a été fait sur le terrain. Ce bilan-là est positif. Mais je suis plus exigeant que ça. Pour moi,

on ne devrait pas s'arrêter à ça. On devrait être également sûr qu'effectivement, demain [07 octobre 2018] tout le monde va voter. Une très bonne campagne avec un résultat mitigé deviendrait une mauvaise campagne. Le travail qui a été fait sur le terrain c'est-à-dire le quadrillage, le porte-à-porte a été bon. A ce niveau le bilan est bon. Demain (07 octobre) c'est tout autre chose. Nous attendons que le résultat soit aussi bon et alors nous dirons que le bilan est positif.



## FIN DE CAMPAGNE DANS LA VILLE DE MONATÉLÉ

# Jules Marcelin Ndjaga mobilise autochtones et allogènes pour Paul Biya

Le membre de la commission départementale de coordination de la campagne dans la Lékié a organisé un meeting de clôture très couru à la veille du scrutin.

Par Crescence Yolande Akaba, à Monatéle



La journée de samedi, 6 octobre 2018, marquait la fin de la campagne électorale pour la présidentielle 2018 sur toute l'étendue du territoire

Camerounais. A Monatéle ; dans le chef-lieu de département de la Lékié, un meeting de clôture a été organisé. C'était à l'initiative de l'ancien gouverneur

de région, Jules Marcelin Ndjaga. Bien qu'agissant sous la casquette politique de membre de la commission départementale de coordination de la campagne du Rdp dans la Lékié, c'est davantage le leader du clan Ezok, la communauté autochtone de la ville de Monatéle, qui a battu le rappel des troupes. Objectif, interpeller davantage les populations à aller massivement dans les bureaux de vote pour faire triompher le bulletin blanc, celui du président candidat Paul Biya.

Ce rendez-vous ayant drainé une foule tant quantitative que qualitative a été baptisée par son organisateur : « une rencontre fraternelle des communautés allogènes et autochtones de Monatéle ». Autorités administratives et coutumières y ont évidem-

ment pris part.

Au premier rang desquelles, Claude Adeline Sop Mote, le sous-préfet de Monatéle, le patriarche Prosper Mbassi, les chefs traditionnels 1er et 2e. Parmi les participants à cette grande mobilisation populaire pour un nouveau septennat à Paul Biya dont le vivre ensemble est l'un des crédos, les allogènes ont aussi fait entendre leurs voix. A travers l'association des ressortissants de l'Ouest de Monatéle (Arom), ainsi que la communauté Mbamoise et bien d'autres.

Bien plus, après que les élites aient passé en revue les différents projets qu'a bénéficiés ce territoire entre autres la construction du barrage de Nachtigal, l'accord sur la phase des études concernant le barrage de Lebanga, une pléthore d'allocutions ont meublé ce rassemblement. Signifiant que Paul Biya est « l'homme de paix, de stabilité et de progrès ». Jules Marcelin Ndjaga a rappelé

aux populations qu'« Il est question du suffrage souhaité pour la réélection de Paul Biya. Nous devons re-plébisciter le président comme nous l'avons fait depuis des années. Tous ceux qui sont inscrits et dotés d'une carte d'électeur ou pas doivent choisir le bulletin blanc pour les urnes. Celui qui garantit la paix, la stabilité et le progrès. »

Au cours de son adresse, Simon Ndongo, le président de la sous-section de Monatéle Centre1, a martelé son engagement envers le Rdp. « Rendu au terme de cette campagne, beaucoup a été dit en faveur et contre notre candidat. Pour le prochain mandat, nous le votons », a-t-il chuté. Quant aux populations allogènes, le chef de la communauté Mbamoise, Roger Coco, a proclamé que l'heure n'était plus au discours mais à l'action. Même crédo de la part du représentant des ressortissants des Grass Field.

## TRANSPARENCE

# Des militaires alignés au centre de vote de Bonanjo

Comme annoncé par ElecCam, militaires, gendarmes et policiers ont fait leur choix de leur candidat dans ce cadre ouvert.

RM

C'était une préoccupation, sinon la première qui a mis Elections Cameroon (ElecCam) sous les feux des projecteurs. Juste après l'annonce et la publication des lieux de vote pour la présidentielle du 7 octobre 2018, ElecCam a vite essuyé des critiques, car il apparaissait alors que les militaires voteraient en casernes. Le 07 octobre 2018, c'est une autre image qui a été prise. «Les patrons ont tenu à ce que cette décision soit respectée. Personne ne vote dans les casernes», explique un homme en treillis.

Au lycée Joss de Bonanjo, le bal des véhicules militaires était incessant. Offi-



ciers, sous-officiers et tous les grades tant de l'armée que de la police et la gen-

darmerie, ont, pour la plupart, accompli leur devoir civique non plus dans un

endroit «fermé» comme cela était déplorer par certains partis à l'instar du

Sdf, mais bien en un lieu ouvert, au vu et au su de tous.

DRAME

# Une dame calcinée à Douala

Même si l'origine des vives explosions meurtrières au quartier Bessengue reste inconnue, les rescapés accusent l'entreprise Camrail.

Marie Flore Nguimbous



Le lieu dit Nouvelle route Bessengue à Douala a connu une fin de matinée triste vendredi, 05 octobre 2018. Sous le soleil ardent de cette journée, des mototaxis les premiers ont sonné l'alerte. Non loin d'eux, trois jeunes filles ont les mains sur la tête. Un air perdu, elles jettent un regard vide sur les passants. Devant elles, une grosse valise posée à même le sol. Une forte odeur de roussi à l'essence, comprime l'air ambiant. Les commentaires ici n'expriment pas à suffisance la violence de l'incendie qui a dévasté des habitations de ce quartier, dans la nuit du jeudi, 04 octobre au vendredi 05. Les

maisons en majorité bâties en matériaux provisoires ont laissé place à un tas de décombres. Le choc est à l'extrême.

A l'approche, des certaines victimes fondent en larmes. «J'étais au restaurant à 22h35. On a commencé à humer une forte odeur de carburant. Cette odeur qui était d'ailleurs de plus en plus persistante aux environs de 19h devenait suffocante. Le gérant du restaurant n'a pas fini de nous demander si nous ne sentons pas cette odeur, qu'une forte explosion s'est faite entendre. C'était chez le voisin. Le feu est allé à une telle hauteur, comme

s'il allait toucher le ciel. C'était la grosse panique. On se marchait dessus. Je ne savais pas où aller, dans quel sens courir. On était encerclé par les flammes. Le feu ne te laissait pas une minute de réflexion. C'était sauve qui peut», relate toute émue Rose.

**Explosions**

Les explosions se sont multipliées. Il y en a eu trois, selon certains. C'était comme des «tirs de missiles. Ça explosait de partout. Mes enfants dormaient, j'ai juste pu les porter pour fuir. L'épouse de mon frère qui est presque à terme, prenait sa douche quand une autre explosion a détonné, avec une immense flamme. Elle a pris la fuite toute nue», se rappelle Richard Nkuete. Ses deux frères, trois enfants, sa belle-sœur et lui occupaient un studio depuis huit ans. Tout est parti en fumée. «Nous avons tout perdu, absolument tout. La layette de ma belle-sœur est partie en fumée, et elle accouche dans quelques jours. Tout ce que nous avons retiré c'est les vêtements que nous avons sur nous. Tout est à refaire. C'est l'intervention divine qui nous a sauvés, même comme j'ai ma nièce qui est toujours au bloc à l'Hôpital général», souligne le rescapé.

Malheureusement, Lucienne Kawa âgée de 53 ans, n'a pas bénéficié de cette grâce. Le jeune Christian est son voisin. «Quand l'explosion s'est faite entendre derrière la maison de la maman, on a essayé de se frayer un chemin pour fuir mais Laetitia criait à l'aide pour sa mère, restée dans la maison. Nous –les jeunes du quartier, Ndir– avons voulu

enfoncer la porte pour la sauver, mais la bouteille de gaz a explosé chez elle, embrasant toute la maison. On n'a tout fait pour la sauver, mais en vain.» Elle a été calcinée. Sa fille est sous soins intensifs à l'Hôpital Laquintinie. Le feu a été maîtrisé à minuit passé, suite à une intervention musclée des sapeurs-pompiers de l'aéroport, le Groupement des sapeurs-pompiers de Ngodi et les soldats du feu de Camrail.

Richard Nkuete avoue que les constructions en matériaux provisoires et la promiscuité ont facilité l'embrasement. Le gouverneur de la région du Littoral et son état-major sont arrivés sur les lieux durant la nuit. Sur l'origine du feu, tous les riverains s'accordent à incriminer Camrail. «C'est la faute de Bolloré. Les canalisations de son entreprise Camrail sont installées sous nos maisons. Ce sont les déchets d'essence de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp) que Camrail charge dans les trains qui ont causé cet incendie.» L'emprise de Camrail est séparée des habitations par un mur en béton. Pour les riverains, le danger plane toujours. «Avant l'explosion, l'odeur de l'essence flottait dans l'air. On n'arrivait plus à respirer, et c'est le cas depuis dimanche passé. Même à présent elle persiste. Un autre incendie peut surgir à tout moment», disent-ils craindre.

L'enquête policière est en cours. En attendant, c'est le désarroi sur les lieux. Les victimes sont dorénavant sans abris, démunies, affamées, déboussolées, les regards tournés vers l'Etat.

HYGIÈNE ET SALUBRITÉ

# Yaoundé fait sa toilette

Des jeunes regroupés sous le label «Paul Biya santé et société», nettoient les coins et recoins de la capitale camerounaise depuis le début du mois d'octobre.

Par CYA

Depuis le début de ce mois d'octobre 2018, aucun endroit de la capitale politique n'est à l'abri de ce vent d'assainissement. Cette initiative de l'association Save My Heritage Movement a pour objectif de soutenir les actions du président dans le volet social. Par le biais de l'hygiène et la salubrité, les jeunes soutiennent à leur manière le président Paul Biya. Quotidiennement, ces jeunes hommes et femmes revêtus

des chasubles de différentes couleurs font des incursions dans les artères de la ville. Les tâches consistent à curer les caniveaux, défricher les zones couvertes d'herbes, nettoyer les rigoles, entasser et verser les immondices dans les bacs à ordures. Au quartier Tsinga aux environs de la sous-préfecture de Yaoundé II, le lancement de ce programme a eu lieu le jeudi 04 octobre. Sous l'égide du responsable de cette structure, Luc Assamba. Qui

se veut en phase avec la vision du président qui invite les uns et les autres à promouvoir le vivre ensemble. Raison pour laquelle, durant le travail, les responsables procèdent à la sensibilisation sur l'importance de la diversité culturelle. Ces descentes massives font l'objet de plusieurs curiosités. Les promoteurs de cette initiative tiennent à la qualité de vie. Une auto-prise en charge qui a marqué le Cameroun d'antan. Matérialisé par un climat



de propreté. C'est-à-dire dépourvu d'immondices, des odeurs pestilentielles, des herbes etc., sources de multiples pathologies. Il est donc question de préserver par cette campagne, la santé des populations. D'autant qu'en 2018, le Cameroun va accueillir des hôtes de marque dans le

cadre de la Coupe d'Afriques des Nations (Can) de football. Dans le cadre de cette opération, douze quartiers ont été ciblés. Les mêmes tâches sont effectuées au sein des autres communes. A en croire les responsables, ce programme va se poursuivre jusqu'au mois de décembre.

SANTÉ MENTALE

# Deux jours de consultations au Hilton de Yaoundé

Les 25 et 26 politiques et praticiens ont tenu les deuxièmes journées camerounaises relatives à ce problème de santé.

Par Elvis Serge Nsaa



Le ministre de la Santé publique (Minsanté), André Mama Fouda a présidé, du 25 au 26 septembre 2018, les deuxièmes journées camerounaises de la santé mentale à l'hôtel Hilton de Yaoundé. Le thème retenu pour cette édition, «Minsanté/humanitaires. Etat des lieux et perspectives à l'heure du transfert des compétences en santé mentale», a plané sur les deux jours de travaux. Il s'est agi pour les organisateurs de donner un écho retentissant

à la lutte contre cette maladie qui touche selon des statistiques jugés «suffisamment alarmantes», 47,5 millions de personnes dans le monde. Un fléau d'ampleur internationale en forte progression que le Dr. Justine Laure Menguene, psychiatre à l'hôpital Jamot définit comme étant: «une maladie neurologique évoluant lentement et progressivement. C'est la dégradation de la mémoire, du raisonnement, et la capacité de la personne à accomplir ses

tâches quotidiennes», a-t-elle expliqué. Toutefois, d'après la psychiatre, les personnes malades se recrutent chez les travailleurs mais aussi, chez les élèves. Aussi parmi les adultes que les jeunes gens et des enfants. De même que sont atteints les êtres humains des deux sexes. De façon générale l'état de ces patients est dû à une déliquescence du noyau familial. A cela, il faut ajouter les difficultés de la vie, le stress, les frustrations et la pression au travail. Le sous-directeur de la santé mentale au ministère de la Santé publique, Dr Laure Menguene indique que plus de 50% des malades souffrent de la psychose. La psychiatre souligne que les patients moins âgés ont moins de chance pour s'en sortir que ceux qui ont des âges avancés. «Lorsqu'un jeune qui est dans la vingtaine souffre d'une maladie mentale, les chances de guérison sont moindres. Plus on est jeune, moins on en guérit surtout en de psychose».

**Dépression**  
Pour elle, sept patients sur 10 guérissent au bout de huit mois de traitement bien suivi. Pour ce qui est de la dépression, 70% des malades guérissent et les 30% restants basculent dans la chronicité et ne guérissent pas», explique Dr Menguene. Parlant des élèves qui font partie de la couche sociale la plus touchée par les maladies mentales, le Dr. Justine Laure Menguene précise qu'il y en a qui n'ont qu'une dizaine d'an-

nées d'âge. Leur traitement, de l'avis de la spécialiste, dépend de plusieurs paramètres. Outre le traitement par des médicaments, il y a l'implication de l'entourage familial. Et ce soutien des proches est capital, martèle Laure Menguene qui estime que les patients souffrent plus d'abandon.

A l'occasion des deuxièmes journées camerounaises de la santé mentale, le Dr. Laure Menguene, dit espérer que le gouvernement fera des efforts pour renforcer l'effectif des psychiatres. «Depuis que les infirmiers sont sortis d'école, ils n'ont pas encore été affectés pour travailler, on ne sait pas ce qui se passe, car on est en manque. Il faut qu'il y ait plusieurs infirmiers, au moins deux ou trois qui travaillent par jour, car, quand un infirmier se retrouve seul dans un service psychiatrique, ce n'est pas prudent, par ce qu'un malade agressif peut arriver, et on ne peut rien faire». Dans le cadre de la prise en charge des malades, des professionnels de la santé se font régulièrement violentés par les déficients mentaux.

Du côté des pouvoirs publics, l'on se veut rassurant. Le Minsanté a annoncé le renforcement de l'effectif très bientôt, avec l'arrivée des infirmiers spécialisés. En attendant, André Mama Fouda a offert un don composé de médicaments et autres équipements nécessaires, pour améliorer la prise en charge des malades.

## DR JUSTINE LAURE MENGUENE

# «Les malades ont besoin d'un accompagnement familial, affectif et éco-social»

Le sous-directeur de la santé mentale au ministère de la Santé publique, estime que les familles abandonnent les leurs à la maladie.

Propos recueillis par E S N

### Quel regard posez-vous sur la santé mentale telle qu'elle est abordée par les pouvoirs publics au Cameroun?

Je suis très réjouie de savoir que la santé mentale de tout citoyen que nous sommes est prise au sérieux comme tout autre problème de santé comme par exemple le cancer et autres par la communauté internationale. C'est donc une occasion de plus pour attirer l'attention de l'opinion publique pour une prise de conscience accru autour des maladie mentales au vu des effets et conséquences à court et long terme sur la jouissance mentale et la trivialité psychosocial du citoyen et de son entourage. Le Cameroun en joignant le pas à cette attention particulière

accordée à ce jour veut marquer aussi sa prise de conscience sur les effets et conséquence de cette maladie, et par cette occasion joindre l'opinion internationale dans son appréciation de la maladie mentale.

**Le gouvernement vient de passer à l'action, en matière de prise en charge des malades mentaux, alors que jusqu'ici, le grand public a pris l'habitude de penser que ces malades mentaux étaient délibérément abandonnés à leur sort. Une action ponctuelle ou le démarrage effectif d'une politique de long terme?**

Ce n'est pas normal de penser que le gouvernement a abandonné les malades mentaux à leur sort. La santé mentale des



Camerounais fait partie de notre agenda. Je l'ai dit clairement et je le répète: dans le cadre de la stratégie sectorielle de la santé, nous avons un

sous-programme, concernant la santé mentale. C'est dire qu'elle nous préoccupe beaucoup. Ce programme intéresse les Camerounais et les Camerounaises qui ont des problèmes et qui, pour leur réinsertion normale, ont besoin d'un accompagnement familial, affectif et éco-social. Il importe donc d'agir avec toutes les composantes susceptibles d'aider au mieux à rétablir la santé mentale.

### Que faut-il faire pour limiter la progression des maladies mentales au Cameroun?

Selon mon appréciation basée sur les observations faites sur le terrain, il apparait clairement qu'il y'a encore beaucoup à faire sur le plan des maladies mentales au Cameroun. La meilleure façon de limiter la progression de cette maladie c'est d'être mieux outillé en

terme de compétence et disponibilité des structures d'intervention cliniques permettant une bonne prise en charge sur base de diagnostics cliniques fiables des patients de cette maladie.

Les campagnes de sensibilisation permettant une meilleure compréhension du public sur les problèmes relatifs à la santé mentale et des mesures d'accompagnement par exemple des familles des malades est aussi un aspect intégral du suivi psychosocial dans le cadre du traitement des patients. Dans le cadre des traitements associés, L'ergothérapie, précisons-le, est un soin qui s'adresse aux malades mentaux. Il vient en complément du soin prodigué par le psychiatre et le médecin.

HENRI EYEBE AYISSI

## « NON à la tentation de la stratégie du refus du verdict des urnes par certains ! »

**Message du Coordonnateur départemental de la campagne électorale Rdpc du Président, Candidat Paul Biya dans la Lekie, dans le cadre du grand meeting départemental Monatéle, le 04 octobre 2018, en présence du Coordonnateur régional de campagne pour le Centre, Honorable Président Jean Bernard Ndongo Essomba.**

### MON PROPOS PRINCIPAL COMPORTE TROIS (3) MESSAGES ESSENTIELS :

**a)** Premier Message : à l'endroit du Distingué Camarade Président de la Commission Régionale de Campagne pour le Centre. Vous l'avez suivi, à travers les précédents intervenants, au premier rang desquels le Porte Parole des Présidents des Commissions Communales de Campagne :

- LA LEKIE EST DEJA PREPAREE ET SE TIENT PRETE, CONCERNANT LE SCRUTIN PRESIDENTIEL DU 07 OCTOBRE 2018, POUR ASSURER LE PLEBISCITE DE NOTRE CANDIDAT, SON EXCELLENCE PAUL BIYA, LE CANDIDAT DE L'EXPERIENCE, LE CANDIDAT DE LA FORCE DE L'EXPERIENCE ;
- la Campagne électorale a été conduite et réalisée normalement sur le terrain, conformément aux Directives de la Hiérarchie du Parti, reçues par les Présidents et Membres de la Commission Départementale de Coordination et répercutées au niveau des Commissions Communales ;
- la sérénité règne dans l'ensemble des Commissions Communales ; celles-ci tiennent la main à la concen-

à l'Homme qui a bien voulu dire OUI aux Appels stridents et incessants de la Lékié, depuis 2016, pour qu'Il daigne accepter de se porter Candidat pour l'Election Présidentielle de 2018. La Lékié vous dit MERCI et MILLE FOIS MERCI d'avoir accepté de solliciter un nouveau mandat à la tête de notre Etat pour poursuivre, avec détermination, méthode et abnégation, l'immense œuvre entamée sur la voie de l'Emergence du Cameroun à l'Horizon 2035.

- Avec vous, Monsieur le Président, et avec tout le respect absolu que nous devons et que nous réservons à tous les autres Candidats (puisqu nous les accueillons dans la paix pour mener leurs activités respectives de campagne, chez nous), la Lékié unie et solidaire, mobilisée au sein du RDPC, répond, en ce jour, encore une fois, en reprenant le mot de la fin de votre Discours du 05 octobre 2004, ici à Monatéle, je cite : "Le choix est clair et facile", fin de citation. Oui, le choix est clair et facile, pour nous, dans la Lékié. Nous avons fait le choix du Candidat Paul BIYA, notre Candidat naturel et unique pour l'Election Présidentielle de 2018, le Candidat de la

cherche de la manipulation annoncée de certains jeunes et la formation de ces derniers à la résistance et à la désobéissance vis-à-vis des Autorités publiques en charge de veiller au respect, par tous, des lois de la République dans tous les domaines. Il convient de le rappeler : le respect des lois et des Institutions de la République est impératif et indivisible. Il concerne tous les domaines, en l'espèce, le cadre juridique applicable aux élections dans notre pays. Il s'impose à tous, c'est-à-dire :

- à tous les candidats à l'Election du Président de la République du 07 octobre qui ont, en amont, accepté les règles du jeu et doivent le faire jusqu'au bout, jusqu'à la fin normale du processus électoral,
- à l'ensemble des citoyens, quels que soient leurs statuts personnels, professionnels et sociaux ; nul n'étant au-dessus des lois de la République,
- à l'ensemble les Partenaires extérieurs du Cameroun : le Cameroun est un Etat libre, indépendant et souverain.

•NON à tout comportement antipatriotique, contraire à l'intérêt national, en particulier de nature à ternir l'image de marque du Cameroun sur la scène internationale, à travers toutes formes d'atteintes à l'Institution Présidentielle de notre Pays et à la Personne qui l'incarne. Le Président de la République est, en effet, l'Elu de la Nation entière, y compris des compatriotes de la Diaspora.

e) Le Mot de la fin est celui que nous adressons, directement et solennellement, avec Déférence, à Son Excellence Paul BIYA, Président de la République. Il est le suivant :

- "La Lékié unie et solidaire, la Grande Communauté ANAGSAMA-LESSOMLO-BATCHENGA, constituée des Etons, des Manguissas et des Batchengas, vous envoie le message qu'elle Vous est infiniment reconnaissante de ce que Vous avez fait et fait faire pour elle, à ce jour. Elle réitère qu'elle sait, de façon certaine, que ce qui n'a pas pu être fait hier ou avant-hier sera fait demain, sitôt que les conditions en seront réunies, dans les meilleurs délais possibles".

- "La Lékié unie et solidaire, composée de Vos "Amis Fidèles et Loyaux", Vous promet un véritable Plébiscite, au soir du 07 octobre 2018, avec tous les Camerounais Patriotes, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Nous poursuivrons notre Longue Marche depuis la sollicitation de Votre Candidature et l'acceptation de celle-ci vers Votre Victoire Eclatante et la Consolidation de la Démocratie Camerounaise en marche avec la participation de tous et dans l'intérêt de tous".

- "L'Engagement Solennel de la Lékié en date du 09 septembre 2018 à Monatéle, lors des Assises Républicaines regroupant Hommes, Femmes et Jeunes de la Lékié, en présence des Hautes Autorités Traditionnelles, ainsi que l'Engagement Solennel des Jeunes de la Lékié, en date du 21 septembre 2018, à l'issue de leur Journée de Mobilisation Républicaine à Obala, seront pleinement respectés".

Honorable Patriarche de la Lékié, Jean Bernard NDONGO ESSOMBA, Président de la Coordination Régionale de la Campagne Electorale du RDPC pour le Centre, Distinguées Personnalités, Chers Frères et Sœurs, Chers Amis Républicains de la Lékié et du Président Paul BIYA,

La Lékié unie et solidaire, mobilisée au sein du RDPC, avec l'appui des Partis Alliés et Amis, confirme, en ce jour et devant vous tous, l'Engagement Solennel qu'elle avait pris, par le passé, en d'autres circonstances similaires : Oui, nous irons jusqu'au bout avec le Président Paul BIYA, envers et contre tout.

**NON à tout comportement antipatriotique, contraire à l'intérêt national, en particulier de nature à ternir l'image de marque du Cameroun sur la scène internationale, à travers toutes formes d'atteintes à l'Institution Présidentielle de notre Pays et à la Personne qui l'incarne. Le Président de la République est, en effet, l'Elu de la Nation entière, y compris des compatriotes de la Diaspora.**

tration des esprits sur l'objet et l'objectif unique de cette campagne électorale, à savoir : l'Election du Président de la République, à l'exclusion de toutes autres campagnes de mise en valeur personnelle.

**b)** Deuxième message : en ce mois d'octobre 2018 : en cette date du 04 octobre 2018, LA LEKIE ICI RASSEMBLEE SE SOUVIENT ET REND UN HOMMAGE DEFERENT ET SOLENNEL A SON EXCELLENCE PAUL BIYA, SUR CETTE MYTHIQUE PLACE DES FETES DE MONATELE, AU CHEF-LIEU DE NOTRE DEPARTEMENT.

- Hommage Déférent et Solennel de la Lékié à l'Homme du 06 novembre 1982, Initiateur et Promoteur du Renouveau National et, pour nous, le Géniteur du Renouveau Politique de la Lékié, devenu, par ailleurs et depuis lors, le véritable Parrain politique de la Lékié ;

- Hommage Déférent et Solennel de la Lékié à l'Homme de l'Appel à tous les Camerounais du 05 octobre 2004, à Monatéle, au titre du Lancement de la Campagne pour l'Election Présidentielle. "A tous,.... avez-vous dit, ce jour là, Excellence Monsieur le Président de la République,.... ne désespérez pas. Les choses vont changer. Beaucoup a été fait au cours des dernières années, nous en resterons pas là... Je vous tiens le langage de la vérité et de l'honnêteté...". Le Président de la République a poursuivi, je cite : "Qui sont-ils : qui sont ces magiciens qui feront du Cameroun un Paradis d'un seul coup de baguette magique ? Quelle est leur expérience...?" fin de citation.

- Hommage Déférent et Solennel de la Lékié, enfin,

Force de l'Expérience.

**c)** Troisième et dernier message : c'est un vibrant appel que nous avons jugé bon et nécessaire de lancer, ici et maintenant, dans les circonstances actuelles. Il s'agit d'un APPEL SOLENNEL A TOUS LES CAMEROUNAIS PATRIOTES POUR QU'ILS SE PREPARENT A UNE MOBILISATION NATIONALE ET REPUBLICAINE pour assurer, si nécessaire, le moment venu, en accompagnement de nos Forces nationales de Défense et de Sécurité, le respect par tous, sans exclusive, des institutions politiques nationales, à travers le respect du verdict qui aura été rendu par les urnes au soir du 07 octobre 2018.

d) En somme, notre propos principal peut se décliner en deux mots clés : OUI et NON.

- OUI pour un Vote Massif et pour une Victoire Eclatante du Président Candidat Paul BIYA, sur l'ensemble du Département de la Lékié, au sein de la Région du Centre et sur l'ensemble du territoire national, puisqu'il est le Candidat du Peuple camerounais tout entier ;

- OUI pour une Victoire Propre de notre Candidat de qualité, puisqu'il combine Expérience et Espérance, pour conduire le Cameroun à l'Emergence à l'horizon 2035, après une Campagne de qualité ; pour qu'il poursuive la matérialisation de la mise en œuvre méthodique et progressive de la Politique de la Nation définie par Lui, en droite ligne de sa Vision pour le Développement du Cameroun, plébiscitée par le Peuple souverain, depuis le 06 novembre 1982.

- NON à la tentation de la stratégie du refus du verdict des urnes par certains candidats, à travers la re-

# En kiosque

